

13 août 2019

Climat et Alimentation - Garantir la sécurité alimentaire dans un monde où le climat se dérègle exigera le changement de nos comportements alimentaires, le développement de technologies appropriées et la mise en œuvre de politiques économiques adaptées.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié ce mois-ci l'un des trois Rapports Spéciaux qu'il prévoit de produire dans un avenir proche. Dans ce Rapport Spécial qui porte sur « Le changement climatique et les terres » (Climate Change and Land, en anglais) et qui est d'une importance extrême, le GIEC souligne que la garantie de la sécurité alimentaire mondiale dans une situation où le climat change n'est pas une question qui peut simplement être résolue par une évolution technologique. Sa résolution demandera également des politiques économiques appropriées et, au niveau individuel, des modifications considérables dans notre comportement alimentaire.



Ce rapport présente une actualisation de l'état des connaissances et utilise notamment les résultats d'une série de rapports que lafaimexpliquee.org a déjà eu l'occasion de commenter [lire par exemple [ici](#) et [ici](#)].

Il expose un ensemble de faits fondamentaux liés au thème des terres et du changement climatique, avec une référence particulière à la question alimentaire sur laquelle nos lecteurs sont déjà bien informés. En particulier il avance une estimation de la part de l'alimentation dans les gaz à effet de serre d'origine humaine (21 à 37 %) qui correspond à

l'estimation avancée par lafaimexpliquee.org dès 2016 [[lire](#)] et qui est substantiellement plus élevée que le chiffre couramment mentionné dans ce contexte et qui exclut habituellement les émissions liées aux activités précédant et suivant la production agricole mais qui font partie intégrante du système alimentaire mondial.

Le rapport du GIEC affirme aussi avec une grande confiance que plus de 70 % des terres sont directement touchées par les activités humaines. Ces activités ont des conséquences sur l'état du sol et de la végétation et un effet sur le climat. Il souligne aussi qu'il y a des preuves solides que le changement climatique a un impact négatif sur la sécurité alimentaire.

Il écrit notamment que « *le niveau de risque créé par le changement climatique dépend à la fois du niveau de réchauffement et de l'évolution de la population, de la consommation, de la production, du développement technologique ainsi que des modèles de gestion des terres* », insistant en particulier sur les risques que comportent les technologies de production alimentaire à forte intensité d'utilisation d'eau. En d'autres termes, nous avons la possibilité de réduire les risques liés au changement climatique si nous apportons quelques changements indispensables à notre comportement.

De ce diagnostic fondé sur les faits, le rapport du GIEC fait plusieurs recommandations telles que la protection des écosystèmes à haute teneur de carbone tels que les tourbières, les zones humides, les prairies, les mangroves et les forêts, et la gestion améliorée du carbone dans le sol, tout en avertissant que certaines solutions telles que le reboisement et les agrocarburants pourraient avoir des effets négatifs sur la désertification, la dégradation des sols, la sécurité alimentaire et le développement durable, si elles sont mises en œuvre sur des superficies excessives.

Il recommande aussi vivement des mesures de lutte contre la désertification et en faveur de l'amélioration de la gestion de l'élevage afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que la réduction du gaspillage alimentaire. Ces actions contribueront à freiner le changement climatique.

Une grande partie des changements nécessaires demanderont à être soutenus par des politiques appropriées telles que le zonage de l'utilisation des terres, la planification spatiale, la mise en œuvre des réglementations et d'incitations financières ainsi que d'autres mesures diverses. Pour cela, le Résumé pour les décideurs [[lire en anglais](#)] propose un bon cadre pour les pays où les dirigeants ont une véritable volonté de développer des politiques et programmes adaptés.

Le rapport souligne également que les changements requis s'accompagneront de bénéfices économiques et sociaux considérables pour les groupes de population les plus vulnérables et qu'ils contribueront à la réduction de la pauvreté. Cet aspect capital est souvent laissé sous silence, ce qui offre l'opportunité à ceux qui refusent le changement de prétendre à tort que les mesures en faveur d'un système alimentaire plus durable et plus favorable au climat auraient un effet négatif sur le développement économique et social. De telles affirmations cherchent surtout à préserver les intérêts de ceux qui font d'énormes profits du saccage des ressources naturelles et elles sont formulées en dépit de toute rigueur intellectuelle [[lire](#)].

Finalement, le GIEC dit clairement que pour rendre notre système alimentaire plus durable et plus favorable au climat, chacun de nous individuellement devra changer ses habitudes alimentaires pour adopter un régime alimentaire plus durable mais aussi plus sain, ce que

nous avons souvent affirmé sur lafaimexpliquee.org. Ce régime alimentaire amélioré sera caractérisé par une consommation modérée de viande, le choix d'aliments de saison produits à proximité, si possible, et par des efforts systématiques pour réduire le gaspillage alimentaire.

On peut se féliciter de ce que le GIEC ne limite pas ses recommandations à des solutions techniques comme cela a souvent été le cas dans le passé, mais qu'il suggère également des changements dans les politiques économiques et dans le comportement individuel. C'est en faisant des progrès sur ces trois fronts que nous renforcerons la capacité de notre système alimentaire d'assurer la sécurité alimentaire à la population mondiale.

Espérons que les gouvernements, la société civile et les opérateurs privés adopteront avec sérieux les solutions rassemblées dans son rapport par le GIEC. C'est à cette condition que nous serons capables d'éviter une augmentation excessive de la température mondiale de la planète et tous les maux qu'elle entraînerait.

Pour en savoir davantage :

- IPCC, Climate Change and Land, An IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems, IPCC, 2019 (en anglais).
- IPBES, Communiqué de presse: Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère, Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), 2019.
- R. Scholes, L. Montanarella *et al.*, Summary for policymakers of the thematic assessment report on land degradation and restoration of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, IPBES 2018. Télécharger le document en format pdf ici : [Summary for policy makers.pdf](#) (en anglais uniquement).

Sélection d'articles récents déjà parus sur lafaimexpliquee.org liés à ce sujet :

- La Vie malade de la folie humaine : il nous faut changer de paradigmes, d'objectifs et de valeurs, 2019.
- Pour gérer durablement nos ressources en eau, nous devons modifier notre consommation alimentaire, 2019.
- Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat, 2018.
- Dégradation des terres : une conséquence grave des activités humaines avec des implications dramatiques sur l'alimentation, la santé et le bien-être de la population mondiale, 2018.
- Alimentation et dérèglement climatique: consommateurs et producteurs, ensemble agissons pour changer notre système alimentaire ! 2017
- Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi - Vers une « nouvelle révolution agricole et alimentaire », 2016.
- Les politiques agricoles et alimentaires en place sont-elles favorables aux systèmes alimentaires locaux durables ? 2015.
-